

CA1
SS
-81B32
FRE

Canada. Dept. of the Secretary
of State

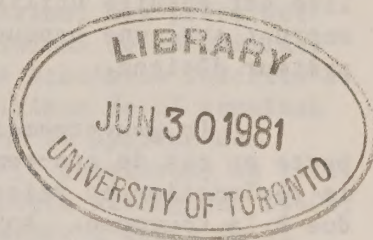
Document de travail - projet
de loi portant modification de
la loi Canadienne sur les prets
aux etudiants

3 1761 11709704 8



CAI
SS
-81332
FRE

DOCUMENT DE TRAVAIL



Projet de loi portant modification de la Loi canadienne
sur les prêts aux étudiants

Ministre responsable: Secrétaire d'Etat

janvier 1981

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE LA LOI CANADIENNE
SUR LES PRETS AUX ETUDIANTS

A. OBJET

L'objet de ce document est d'expliquer les modifications qu'il est proposé d'apporter à la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants.

B. HISTORIQUE

La Loi canadienne sur les prêts aux étudiants a été promulguée en 1964 et prévoit l'octroi de prêts à des étudiants qui fréquentent à temps plein des établissements d'enseignement postsecondaire, s'ils peuvent démontrer qu'ils ont besoin d'aide pour terminer leurs études.

Le programme est offert à tous les étudiants de toutes les provinces, à l'exception du Québec qui a préféré opter pour la formule des paiements compensatoires de remplacement et en bénéficie à l'heure actuelle. Les demandes d'aide financière sont adressées aux provinces participantes qui, après examen, décernent aux candidats choisis un certificat d'admissibilité précisant le montant du prêt auquel ils ont droit. Le Certificat d'admissibilité est ensuite utilisé par l'étudiant pour négocier un emprunt avec une banque canadienne à charte ou tout autre prêteur désigné.

Le gouvernement protège les prêteurs contre toute perte en cas de non-remboursement des prêts. Une fois que la réclamation en raison de perte est réglée, la somme est due à la Couronne. Après avoir acquitté une réclamation en raison de perte, le gouvernement a recours aux services d'une agence commerciale de recouvrement pour percevoir le montant dû à la Couronne. En dernier ressort, lorsqu'un débiteur refuse de rembourser son prêt même s'il en est capable, le compte est soumis au ministère de la Justice qui intente une action en vue de récupérer la dette.

La Loi comme telle n'a été modifiée qu'une fois, en 1970. Toutefois, les modifications apportées aux limites des prêts ont été appliquées au moyen de lois portant sur l'affectation de crédits, en 1972 et 1975.

Le Conseil des ministres de l'éducation s'est notamment intéressé aux besoins des étudiants de niveau postsecondaire qui désirent poursuivre leurs études. Des représentants du Secrétariat d'Etat et du ministère des Finances ont fait partie d'un groupe d'étude fédéral-provincial sur l'aide aux étudiants en 1975-1976, dont les discussions ont amené le Conseil des ministres de l'éducation (Canada) à présenter au Secrétaire d'Etat en 1976 un mémoire recommandant d'apporter des modifications essentiellement techniques ou de mise à jour à la Loi. Les projets de loi destinés à amender la Loi ont été déposés en 1978 (C-37) et en 1979 (C-39), mais sont demeurés au Feuilleton.

Lors d'une réunion tenue le 22 octobre 1979, le Secrétaire d'Etat et le Conseil des ministres de l'éducation (Canada) ont décidé d'un commun accord de créer un

un groupe d'étude fédéral-provincial chargé d'examiner toute la question de l'aide aux étudiants, y compris le volume total des dettes, la transférabilité de celles-ci et l'accès aux études postsecondaires. Etant donné qu'aucune modification faisant suite au rapport du groupe d'étude ne pouvait être promulguée à temps pour l'année scolaire 1981-1982, le Secrétaire d'Etat a décidé de procéder le plus tôt possible à des modifications techniques essentiellement conformes à celles qui faisaient partie des projets de loi précédents. Le présent document décrit les modifications qui devraient être apportées à la Loi au tout début de 1981 pour être mises en application avant l'année de prêt suivante (commençant le 1er août 1981) afin de préserver l'efficacité du Programme canadien de prêts aux étudiants en attendant le résultat des discussions du groupe d'étude.

C. FACTEURS

Les facteurs ci-dessous sont à l'origine des modifications qu'il convient d'apporter à la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants

1. Montant maximal des prêt

Actuellement, le montant maximal des prêts est fixé à \$1800 par années scolaire (minimum de 26 semaines d'études) ou, en ce qui concerne les étudiants inscrits à un semestre, à \$900 par semestre (minimum de 13 semaines d'étude). Ainsi, un étudiant suivant le système des semestres pouvait-il en 52 semaines (4 semestres) se voir accorder, du moins en théorie, des prêts atteignant \$3600, alors qu'un étudiant inscrit à une année d'étude de 52 semaines n'avait droit qu'au montant maximal de \$1800. Par ailleurs, les étudiants suivant un cours donné pendant une année scolaire relativement brève (26 semaines, par exemple) ont droit au même montant maximal que les candidats étudiant pendant 48 semaines par exemple, ce qui illustre plus concrètement les différences qui peuvent exister en vertu des dispositions actuelles. Bref, le système est injuste du fait qu'il n'établit pas de rapport entre le montant maximal des prêts et la durée de la période d'étude, laquelle constitue le principal facteur de coût de l'étudiant puisque les frais de subsistance en forment la plus grande partie.

2. Durée des cours

Les dispositions actuelles de la Loi visaient essentiellement à répondre aux besoins des étudiants de niveau universitaire. Or, l'évolution qu'a connue le secteur de l'éducation postsecondaire depuis 1964, date à laquelle le programme a été mis en oeuvre, s'est traduite par une augmentation du nombre des inscriptions aux cours de formation technique ou professionnelle par rapport aux cours traditionnels dispensés au niveau universitaire. Beaucoup de ces cours portent sur une période plus courte que l'année scolaire normale. A l'heure actuelle, un étudiant doit suivre des cours d'une durée minimale de 26 semaines pour avoir droit à un prêt en vertu de la Loi, ce qui exclut les étudiants inscrits à des cours portant sur une moins longue période.

3. Facteurs administratifs

- a) La Loi sur l'immigration de 1976 a rendu impossible le respect de la disposition actuelle selon laquelle les candidats possédant le statut de résidents permanents doivent avoir vécu au Canada pendant douze mois pour avoir droit à une aide dans le cadre du programme.
- b) La loi actuelle prévoit que les étudiants faisant de fausses déclarations peuvent être condamnés à verser une amende. Mais il n'est pas prévu d'exclure des avantages de la loi (prêts et exemption des intérêts) ceux qui auraient abusé du programme.
- c) La loi actuelle prévoit que les prêts devront être remboursés au plus tard dix ans après que l'emprunteur a terminé ses études postsecondaires. En vertu des dispositions de la Loi, la responsabilité du ministre est indûment prolongée lorsque l'étudiant ayant contracté un petit emprunt insiste pour échelonner le remboursement sur la période de temps maximale au lieu d'une période plus courte qui serait fonction de l'importance du prêt et de la capacité de payer de l'emprunteur.
- d) L'expérience de l'administration du programme démontre qu'il faudrait revoir un certain nombre de points techniques concernant le calcul des compensations versées aux provinces qui choisissent de créer leur propre programme de prêts, les délais dans lesquels les poursuites doivent être intentées, la marche à suivre pour assurer la présentation rapide des demandes de règlement par les prêteurs et la date d'entrée en vigueur de l'année de prêt (actuellement fixée au 1er juillet).

D. SOLUTIONS POSSIBLES

1. Montant maximal des prêts

Si la limite maximale des prêts, fixée à \$1800, était calculée sur une base hebdomadaire, il serait possible de supprimer les inégalités mentionnées au point C.1, ci-dessus. La majorité des étudiants (43%) sont inscrits à des cours d'une durée annuelle de 32 semaines. Par conséquent, si l'on fixait la limite maximale des prêts à \$52.25 par semaine (somme obtenue en divisant \$1800 par 32), le montant maximal des prêts annuels s'élèverait toujours à \$1800 pour ces étudiants. Compte tenu des données actuelles sur les étudiants contractant des prêts, un montant maximal de \$56.25 par semaine permettrait d'augmenter l'aide maximale dont peuvent bénéficier proportionnellement tous les étudiants (51%) inscrits à des cours de plus de 32 semaines par année.

Pour éviter de réduire le montant maximal que peuvent actuellement emprunter les étudiants inscrits à des cours d'un semestre de 13 à 15 semaines (\$900) ou d'une année de 26 à 31 semaines (\$1800), les nouvelles dispositions prévoient que les étudiants pourront obtenir une aide financière en fonction de leurs besoins, compte tenu de ces limites.

Avec le montant maximal des prêts annuels, actuellement fixé à \$1800, moins de 1% de l'ensemble des étudiants emprunteurs ont accumulé une dette totale de \$9800 - montant maximal qu'une personne peut emprunter durant sa vie dans le cadre du programme. Le montant moyen des prêts par personne depuis la mise en oeuvre du programme, en 1964, est de \$1250, et le montant moyen de la dette des derniers diplômés est de \$1520. Si le montant annuel maximal du prêt dépend du nombre de semaines d'étude, la moyenne augmentera quelque peu.

2. Durée des cours

La réduction à 12 semaines de la durée minimale des cours ouvrant droit à une aide permettrait maintenant aux étudiants des collèges communautaires et des autres écoles techniques et professionnelles de profiter du programme. Sont actuellement admissibles les étudiants inscrits à des cours d'une durée d'au moins 26 semaines ou à une partie d'un tel cours qui dure au moins 13 semaines. Cette proposition rendrait admissibles tous les étudiants inscrits à des cours d'une durée d'au moins 12 semaines. On estime qu'environ 6000 étudiants deviendraient ainsi admissibles au programme.

3. Changements administratifs

Il serait avantageux de procéder aux changements administratifs suivants

- a) Supprimer l'exigence selon laquelle une personne ayant le statut de résident permanent doit avoir résidé au Canada pendant douze mois pour pouvoir demander une aide.

Cette période de douze mois a été établie à l'origine pour empêcher les étudiants admis au Canada à ce titre de devenir résidents permanents dans le seul but d'avoir droit à un prêt d'études. Cela est maintenant impossible en vertu de la nouvelle Loi sur l'immigration, et seuls les étudiants immigrants ayant reçu officiellement le droit d'établissement au moment de leur entrée sont admissibles à un prêt. Les étudiants qui viennent au Canada pour poursuivre leurs études sans aucune intention de s'y établir de façon permanente ne sont pas admissibles à un prêt.

- b) Conférer au gouverneur en conseil le pouvoir d'établir un règlement permettant d'exclure des avantages du programme (prêts et exemption des intérêts) les étudiants qui ont manqué sans raison valable à leurs engagements et dont les prêts ont été remboursés par le gouvernement en vertu de la disposition de garantie de la Loi.

c) Conférer au gouverneur en conseil le pouvoir d'établir un règlement permettant de fixer la période maximale de remboursement des prêts en fonction du volume de la dette, à l'intérieur d'une période maximale de dix ans.

d) Prévoir les changements techniques suivants

- Faire passer la date du début de l'année de prêt du 1er juillet au 1er août, afin de s'adapter aux opérations trimestrielles des établissements de crédit.
- Substituer le mot "Secrétaire d'Etat" à celui de "Ministre" afin d'indiquer que le programme n'est plus placé sous la responsabilité du ministère des Finances depuis le 1er décembre 1977.
- Réviser le mode de calcul de la compensation de façon qu'elle tienne compte des frais payés aux agences de recouvrement et apporter une modification technique à la formule de non-participation.
- Porter à six années (au lieu de trois) la période durant laquelle des poursuites peuvent être intentées aux termes de la Loi. Il peut s'écouler jusqu'à six ans avant qu'on ne décèle certaines infractions, qui concernent généralement des renseignements fournis lors d'une demande de prêt antérieure.
- Conférer au gouverneur en conseil le pouvoir d'établir un règlement visant à encourager les établissements de crédit à présenter rapidement des réclamations pour défaut de paiement. Si le prêteur ne présente pas rapidement sa réclamation, les intérêts risquent de s'accumuler et d'atteindre des sommes considérables, augmentant ainsi lourdement les frais du gouvernement chargé de donner suite à la réclamation.

E. CONSIDERATIONS FINANCIERES

Les frais se rapportent aux intérêts sur les prêts non remboursés, au montant des prêts non remboursés devant être réglés par le gouvernement, aux frais de recouvrement des prêts non remboursés et aux paiements de remplacement à verser aux provinces non participantes.

Il est difficile de prévoir les coûts qu'entraîneront les modifications proposées, et plus particulièrement à l'heure actuelle vu l'instabilité des taux d'intérêt. Les prévisions ci-dessous sont calculées sur la base d'un taux de 14% et des pourcentages actuels de non-remboursement des prêts, de recouvrement et de participation.

Selon les prévisions, les frais entraînés par ces modifications atteindront \$5,48 millions au cours de la première année financière complète suivant l'entrée en vigueur des modifications proposées. Au cours des années suivantes, ils devraient augmenter chaque année pour atteindre \$10 millions quatre ans plus tard, montant auquel ils se stabiliseront par la suite.

La Loi canadienne sur les prêts aux étudiants doit faire l'objet d'un certain nombre de modifications techniques et de mises à jour qui devront être appliquées le plus tôt possible. La mise en application de ces recommandations ne nuira nullement aux mesures qui pourraient être prises à l'issue des travaux du groupe de travail fédéral-provincial, lequel examine actuellement de façon détaillée l'ensemble de la question de l'aide gouvernementale aux étudiants dans le besoin.



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117097048>

23:2:88

FEB 25 1988

